

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 18 avril 2016

De nuit et de jour : **travailleurs, debout !**

L'intervention de Hollande à la télé jeudi dernier a attiré moins de monde que la série policière *Falco* sur TF1... De toute façon, tout ce qu'il a dit du projet de loi Travail est qu'il le maintenait et la seule chose que nous avons tous envie d'entendre était qu'il le retirait : ceux qui n'ont pas assisté aux contorsions présidentielles n'ont donc pas raté grand-chose !

« De l'argent, il y en a dans les poches du Panama »

Le patronat se croit tout permis et les politiciens, de gauche comme de droite, rivalisent de servitude pour effacer ses moindres contrariétés. Valls envoie sa police frapper des adolescents et gazer les manifestants. Fillon et les Républicains proposent de faire « place nette » pour l'exploitation. Tous rêvent de nous imposer une véritable dictature du capital.

Ils n'ont pas honte, après que les « Panama papers » ont révélé une partie de la grande délinquance, celle des riches. Au contraire, ils inventent des niches et crédits d'impôt pour rendre la fraude parfaitement légale. Quant à la loi dite « Travail », elle vise à légaliser les infractions des patrons en leur permettant de licencier contre une bien maigre indemnité en cas d'illégalité.

Patronat et gouvernement se sentent les mains libres et multiplient les attaques contre les travailleurs : avec la loi Travail, mais aussi avec le « décret socle » pour les cheminots, qui impose toujours plus de flexibilité et vole des jours de repos, ou encore le plan Hirsch, qui supprime des emplois et des jours de RTT dans les hôpitaux parisiens. Toutes ces attaques se ressemblent, il faut nous assembler pour nous y opposer !

La colère est toujours là

Nous étions nombreux dans la rue le 9 mars, le 31 mars et encore le 9 avril, contre la loi Travail. Parce qu'il y a eu un peu moins de monde un samedi, les médias voudraient déjà enterrer la mobilisation. Mais la colère est toujours là. Les Nuit Debout se sont répandues dans tout le pays, maintenant la pression alors que la plupart des étudiants et des lycéens sont en vacances ou en période d'examens. Tous ceux, à commencer par le

gouvernement, qui comptaient sur l'effritement du mouvement en sont pour leurs frais.

Pourtant, parmi les travailleurs, s'il y a beaucoup d'indignation, il y a aussi beaucoup d'hésitations. Car les luttes localisées et dispersées de ces dernières années ont été difficiles et chacun se sent isolé sur son lieu de travail. Mais l'isolement n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, un choix se pose à nous : soit attendre que d'autres mènent la lutte pour nous, soit nous donner une chance de gagner en nous organisant pour étendre la mobilisation. Alors que le gouvernement fait l'unanimité contre lui, il est possible d'inverser le rapport de forces.

Préparer la suite

Les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 28 avril. Il faudra nous en saisir et y être le plus nombreux possible. Mais des journées espacées ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement. Sans attendre cette nouvelle journée, il faut faire comme les étudiants, organiser des comités de mobilisation, coordonner les équipes qui veulent préparer sérieusement la lutte. Ces équipes existent, comme le montre le succès des Nuit Debout. Elles doivent s'adresser à leurs collègues pour entraîner ceux qui sont encore hésitants.

En 1968, les étudiants avaient donné le coup d'envoi, mais c'est la grève générale qui avait fait peur à un gouvernement que l'on disait « fort », obligeant même De Gaulle à se carapater en Allemagne. C'est cette trouille des travailleurs qu'il faut faire renaître au sein du patronat et de son gouvernement. Le patronat n'a qu'une crainte, c'est que les travailleurs décident de ne plus l'enrichir. Eh bien imposons-lui le recul qu'il mérite, faisons-lui ravalier son mépris et sa loi indigne.

Le monde pourra changer quand les travailleurs relèveront la tête !

La sécurité, une priorité ?

La semaine dernière, grand-messe annuelle de la DRD sur la sécurité. Faire le « point » mais bien sûr sauce PSA pour qui les salariés seraient les responsables des accidents du travail, de trajet. Ces irresponsables qui prennent des risques inconsidérés, ne sont pas assez attentif, etc.

Une grande entreprise de culpabilisation où il faudrait que l'on confesse nos fautes sur des post-it pour mieux s'en repentir par des plans d'action. C'est tenter de nous faire oublier que la direction paie des cotisations à la sécurité sociale en fonction du nombre d'accidents. C'est d'en payer le moins sa vraie priorité.

Il y a le bon et le mauvais actionnaire

Suite à l'annonce du plan Push to Pass, l'action PSA a perdu jusqu'à 6.5 %. Sans doute les actionnaires s'attendaient-ils à des annonces plus fracassantes... contre les salariés.

La direction n'a pas tardé à nous donner une explication en ciblant les mauvais actionnaires spéculateurs à la vision court-termiste, à l'opposé des actionnaires attachés à l'économie réelle plus longue. Pas besoin d'aller se cacher derrière les hedgefunds, les vrais décisionnaires chez PSA sont bien de chez nous avec notamment l'État français et la famille Peugeot. Salariés et actionnaires ont des intérêts clairement opposés. C'est toujours sur le dos des salariés que la rentabilité à court ou long terme se fait. Pas de commune mesure entre ceux qui vivent de leur salaire et ceux qui peuvent boursicoter sans risquer de tout perdre.

C'est bien connu, le mauvais actionnaire spéculé et il encaisse et le bon actionnaire lui spéculé mais encaisse, toute une subtilité...

Un chantage qui met KO

Tavares présente en grande pompe la sortie du projet K-zéro. Produit à Sevelnord, cet utilitaire devrait entraîner l'embauche de 500 personnes... en intérim.

Ces effets de manches médiatiques made in PSA sont à rapprocher de la prime de 2 000 € annoncée *urbi et orbi* dont peu d'entre nous ont vu la couleur en totalité.

S'il y a une chose dont PSA se vante moins, sauf auprès des actionnaires, c'est d'avoir viré 2 100 personnes en trois ans à Sevelnord d'après *Les Échos*, d'avoir imposé perte de RTT, gel des salaires et allongement de la journée. Là il n'y a pas photo sur la réalité de ces attaques anti-ouvrières.

À Renne, Tremery ou Sevelnord, Tavares s'est fait le champion du chantage à l'emploi envers les ouvriers rescapés de ses plans de licenciements.

Picsou XXL

Après que Tavares ait annoncé son nouveau plan « Push to pass », Le Borgne s'est empressé de nous jouer du pipeau au sujet des compétences internes qui seraient préservées, malgré le flux continu de départ, à peine remplacés par la prestation. Avec 26 nouveaux véhicules annoncés, bardés de nouvelles technologies à

développer et tester (hybride, véhicule autonome) la DRD va suer dans les années à venir.

Si c'est pour que Tavares puisse quadrupler son salaire, il n'y a aucune raison de céder à leur chantage à la performance.

Pan dans les dents !

Mardi 5 avril, une centaine d'ouvrier de Poissy a débrayé plus d'une heure et a défilé dans les allées de l'usine en criant des slogans contre la Loi Travail. Le jeudi 31 mai, la direction avait annulé la séance en les lock-outant pour empêcher un débrayage, sous un prétexte bidon de manque de blocs hydrauliques ABS. La direction a eu peur que les grévistes réussissent à entraîner du monde et elle peut continuer à flipper. Les ouvriers de Poissy restent mobilisés pour imposer le retrait de cette loi patronale.

Merci Renault !

Un salarié prestataire au Technocentre de Renault Guyancourt (TCR) est interdit de site depuis le 17 mars. La veille, il avait osé contacter par mail, depuis chez lui et avec son adresse privée, les syndicats de Renault pour faire la pub du film *Merci Patron !*, qui dénonce les licenciements du groupe LVMH et tourne en ridicule son PDG, Bernard Arnault.

Mise au courant, la direction a ordonné dès le lendemain à l'entreprise prestataire de reprendre son badge. Son patron le menace de licenciement. C'est complètement illégal. La direction de Renault est sûrement jalouse de celle de LVMH : elle veut aussi son film... PSA a déjà le sien, c'est *Comme des lions* de Françoise Davisse !

Quand TCR rime avec prestataires

Fin 2015, 3 044 prestataires travaillaient au Technocentre contre moins de 9000 Renault, soit plus de 25 % de l'effectif total ! Des prestataires qui ont souvent de moins bonnes conditions de travail, qui galèrent pour leur badge et à qui on voudrait maintenant interdire de contacter les syndicats. Mais qui se rebiffent aussi pour avoir été virés pour un simple mail.

Peu importe notre lieu de mission, on est prestataires mais pas prêts à se taire !

C'est la direction qu'il faudrait reclasser

Quand PSA ne vend pas de bagnoles, elle revend ses usines par morceaux. Mulhouse vient d'apprendre la vente d'une partie de la logistique montage à un sous-traitant à partir de fin mai. 73 caristes en CDI sont concernés, ainsi que 48 intérimaires.

Cette fois, les salariés ne sont pas vendus avec, contrairement à certains secteurs notamment l'Informatique. Les salariés devraient être reclassés en interne.

Mais on le voit tous les jours : PSA ne connaît qu'un mouvement. Celui qui nous mène à la porte ! Y'en a encore de la fournée d'Aulnay, fermée en 2013, qui attendent leur reclassement.